

proposition de loi tendant à supprimer les « bons de circulation », n° 421. — Le 14 février 1946, une proposition de loi tendant à admettre les valeurs étrangères comme moyen de paiement de l'impôt de solidarité, n° 423. — Le 21 février 1946, une proposition de loi tendant à l'application de la procédure de flagrant délit aux auteurs de chèques sans provision, n° 487. — Le 7 mars 1946, une proposition de loi tendant à : 1° instituer une prorogation légale au profit des locataires de bonne foi ; 2° permettre à certaines personnes l'exercice du droit de reprise ; 3° protéger les locataires contre les spéculations des ventes d'immeubles par appartements, n° 603.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant amnistie applicable en Algérie : *Son amendement à l'article 5* (A. de 1946, p. 541) ; — de propositions de loi sur la Constitution et la déclaration des droits : Art. 33 : *Amendement de M. Grimaud* (p. 970) ; articles réservés : Art. 120 bis : *Son amendement* (p. 2005). — du projet de loi portant prorogation de l'ordonnance du 28 juin 1945 relative aux locaux d'habitation ou à usage professionnel : Art. unique : *Son amendement* (p. 1175) ; *Le retire* (p. 1185). — du projet de loi relatif au statut du fermage : Art. 2 : *Soutient l'amendement de M. Depreux* (p. 1269) ; Art. 9 : *Soutient l'amendement de M. Depreux* (p. 1271) ; Art. 12 : *Amendement de M. Depreux* (p. 1282) ; *Amendement de M. Moussu* (p. 1285) ; Art. 16 : *Amendement de M. Depreux* (p. 1303) ; Art. 17 : *Amendement de M. Depreux* (p. 1306) ; — d'un projet de loi sur la propriété commerciale : Art. 2 : *Ses explications de vote sur l'amendement de M. Dutilleul* (p. 1577) ; *Son amendement* (p. 1579) ; *Amendement de M. Mercier (Oise), ses explications de vote* (p. 1580) ; *Son sous-amendement* (p. 1581). — Est entendu sur une demande de modification de l'ordre du jour (p. 2387).

LE COUTALLER (M. Jean), Député du département du Morbihan.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45). — Est nommé membre de la Commission de la reconstitution et des dommages de guerre (A. de 1945, p. 139).

Interventions :

Son rapport au nom du 10^e Bureau sur les opérations électorales du département de Tarn-et-Garonne (A. de 1945, p. 38). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : RECONSTRUCTION ET URBANISME : *Inactivité des services* (p. 535) ; — d'interpellations sur le chômage et l'organisation de la reconstruction (A. de 1946, p. 599) ; — de propositions de résolution sur la réparation intégrale des dommages de guerre : *Discussion générale* (p. 1062) ; — d'un projet de loi sur le vote par correspondance ; Art. 2 : *Son amendement* (p. 1554).

LÉCRIVAIN (M. Albert), dit LÉCRIVAIN-SERVOZ, Député du département du Rhône (2^e circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46). — Est nommé membre : de la Commission des moyens de communication et des P. T. T. (A. de 1945, p. 138) ; de la Commission de la défense nationale (*ibid.*). — Est nommé membre suppléant de la Commission d'instruction de la Haute Cour de justice (A. de 1946, p. 208).

Dépôts :

Le 30 mars 1946, une proposition de loi tendant à rétablir dans leurs droits les cadres navigants de l'air victimes des dispositions du gouvernement de fait de Vichy, n° 821. — Le 8 avril 1946, un rapport au nom de la Commission parlementaire chargée d'enquêter dans les zones d'occupation françaises d'Allemagne et d'Autriche (Voies de communication et P. T. T. dans la zone d'occupation française d'Allemagne), n° 921. — Le 18 avril 1946, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de résolution de M. Jean-Marie Bouvier-O' Cottureau tendant à inviter le Gouvernement à prévoir, dans la réorganisation de l'armée, une organisation spéciale regroupant les anciens agents et parachutistes de missions, n° 1090. — Le 18 avril 1946, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur : 1° la proposition de loi de M. Marcel Ribère et plusieurs de ses collègues tendant à attribuer la Légion d'honneur ou la médaille

militaire aux officiers, sous-officiers et soldats titulaires, au cours de la guerre 1939-1945, de 3 citations dont une à l'ordre de l'armée ou de 4 citations, quel qu'en soit l'ordre; 2° la proposition de résolution de M. Louis Audibert tendant à inviter le Gouvernement à abroger les délais d'attribution des distinctions honorifiques au titre de la résistance, n° 1104.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation des dépenses militaires de l'Exercice 1946 : *Ses explications de vote* (p. 1482). = S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1946, p. 207, 520).

LEDRU (M. Henri), Député du département de la Sarthe.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46). = Est nommé membre de la Commission de l'équipement national et de la production (A. de 1945, p. 138).

LEENHARDT (M. Francis), Député du département des Bouches - du - Rhône (1^{re} Circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44). = Est nommé membre : de la Commission de la Constitution (A. de 1945, p. 138); de la Commission du Règlement et des pétitions (A. de 1946, p. 256).

Dépôt :

Le 5 avril 1946, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la Constitution sur les propositions de loi : 1° de M. Jacques Duclos et plusieurs de ses collègues tendant à établir la Constitution de la République française; 2° de M. Joseph Delachenal tendant à établir la Constitution de la République française; 3° de M. André Philip et plusieurs de ses collègues tendant à établir la nouvelle Constitution de la République française; 4° de M. Mohamed Bendjelloul et plusieurs de ses collègues tendant à établir la Constitution de l'Algérie afin que celle-ci soit inscrite dans la Constitution de la République

française; 5° de M. Jacques Bardoux relative à la création d'une « Cour suprême de justice »; 6° de M. Jean-Pierre Giraudoux tendant à établir la Constitution de l'Union française; 7° de M. Guy Mollet, président de la Commission de la Constitution, au nom de la Commission, tendant à établir la Constitution de la République française (Revision de la Constitution), n° 885 (6^e annexe).

Interventions :

Prend part à la discussion : de la proposition de loi de M. Cristofol tendant à la suppression de la tutelle administrative de la ville de Marseille : *Soutient son contre-projet* (A. de 1946, p. 259); — d'un projet de loi sur la propriété commerciale : Art. 1^{er} : *Son amendement au premier alinéa* (p. 1575); Art. 2 : *Son amendement* (p. 1581); — des propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française : *Discussion générale* (p. 1670); Conseil des Ministres : Art. 77 : *Son amendement* (p. 1868); *Le retire* (ibid.); Art. 82 : *Ses observations* (p. 1869); Des collectivités locales : Art. 113 et 114 : *Son amendement* (p. 1918 et suiv.); Articles réservés : Art. 113 : *Ses observations* (p. 2004); Art. 120 bis : *Amendement de M. Mutter* (p. 2016); Art. 119 : *Son amendement* (p. 2052); *Le retire* (ibid.); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1946 : Dispositions spéciales : Art. 48 : *Ses observations sur le bureau tripartite de la pomme de terre* (p. 2375).

LEFAUCHEUX (Mme Marie - Hélène), Député du département de l'Aisne.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44). = Est nommée membre : de la Commission de l'équipement national et de la production (A. de 1945, p. 138); de la Commission des territoires d'outre-mer (p. 139). — Est nommée juré à la Haute Cour de justice (p. 638).

Interventions :

Son rapport, au nom du 10^e Bureau, sur les opérations électorales du département des Deux-Sèvres (A. de 1945, p. 37). — Prend part à la discussion d'interpellations sur la